

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 juillet 2014 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 octobre 2014 ;

Sur la proposition de l'agence Wonen-Vlaanderen,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 2015 relatif à la répartition de la Garantie régionale accordée dans la période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 décembre 2015 aux sociétés de crédit agréées pour le remboursement du principal et des intérêts des crédits destinés au financement des prêts sociaux, le tableau à l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté précité est remplacé par le tableau suivant :

Numéro d'agrément	Nom SCA	Tranche de 40.000.000 euros
1	Mijn Huis	€ 0
2	Kempische Heerd	€ 1.274.000
3	Onesto Kredietmaatschappij	€ 7.582.000
4	Sociaal Woonkrediet voor Vlaanderen	€ 0
5	Elk Zijn Huis	€ 7.940.000
7	Klein eigenaarskrediet	€ 456.000
11	West-Vlaams Woonkrediet	€ 2.725.000
16	De Meiboom-Voor Ons Volk	€ 1.449.000
22	Kredietmaatschappij Onze Thuis	€ 2.441.000
23	Indomi NV	€ 1.235.000
24	Landwaarts Sociaal Woonkrediet	€ 3.184.000
26	Vennootschap voor Sociaal Woonkrediet Eigen Huis	€ 2.478.000
30	Ons eigen Huis	€ 1.197.000
33	Eigen Heerd Is Goud Weerd	€ 1.037.000
40	Demer en Dijle	€ 3.040.000
46	Volkskrediet De Toren	€ 2.742.000
47	Krediet Voor Sociale Woningen	€ 1.197.000

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 5 novembre 2015.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement,  
de l'Egalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,  
L. HOMANS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29499]

**16 SEPTEMBRE 2015.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant les Arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2011 et du 7 juin 2012 précisant les modalités prévues à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ainsi que les articles 9, § 3, et 10, § 3, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, tels qu'insérés par le décret-programme du 17 décembre 2014 portant diverses mesures en matière budgétaire;

Vu le protocole de négociation syndicale du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné, conclu en date du 10 juillet 2015;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres Psycho Médico Sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 10 juillet 2015;

Vu l'avis n° 57.973/2/V du Conseil d'Etat, donné le 2 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mai 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 juin 2015;

Sur proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2011 précisant les modalités prévues à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2015-2016, le Gouvernement adopte le modèle-type de PGAED (Projet général d'action d'encadrement différencié) tel que mentionné à l'annexe 3. ».

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 2012 précisant les modalités prévues à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2015-2016, le Gouvernement adopte le modèle-type du rapport de suivi du PGAED (Projet général d'action d'encadrement différencié) tel que mentionné à l'annexe 3. ».

**Art. 3.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2011 précité, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2015-2016, le Gouvernement adopte le modèle-type de PGAED (Projet général d'action d'encadrement différencié) tel que mentionné à l'annexe 4. ».

**Art. 4.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 2012 précité, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2015-2016, le Gouvernement adopte le modèle-type du rapport de suivi du PGAED (Projet général d'action d'encadrement différencié) tel que mentionné à l'annexe 4. ».

**Art. 5.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2011 précité, sont insérées les annexes 3 et 4 qui sont jointes au présent arrêté aux annexes I et II.

**Art. 6.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 2012 précité, sont insérées les annexes 3 et 4 qui sont jointes au présent arrêté aux annexes III et IV.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2015.

**Art. 8.** La Ministre qui a l'Education dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 septembre 2015.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

## ANNEXE I

**Annexe 3 : Projet Général d'Action d'Encadrement Différencié (PGAED 2015-2016) –**

Fondamental ordinaire

Année scolaire 2015-2016

Un document à compléter par implantation

1. Identification de l'implantation concernée**N°FASE de l'implantation** : .....

Adresse de l'implantation

2. PGAED 2015-2016 Poursuite des objectifs et actions du PGAED 2011-2015 durant l'année scolaire 2015-2016. Oui Non

Si non, remplir obligatoirement la rubrique qui suit :

 Ajustements éventuels pour l'année scolaire 2015-2016 :

.....

.....

.....

.....

.....

3. Approbation, avis et signature

Date, nom et signature du directeur/ de la directrice de l'implantation concernée

Date, noms et signatures du Secrétaire et du Président du Conseil de Participation + Extrait de l'avis du Conseil de Participation à annexer

PV de l'Organe de concertation (COPALOC – COCOBA – CE – CPPT – ICL), à joindre en annexe ; ou à défaut date, noms et signatures du ou des DS.

Visa du Pouvoir organisateur (pour les établissements de l'enseignement subventionné) : Date, nom et signature

## ANNEXE II

**Annexe 4: Projet Général d'Action d'Encadrement Différencié (PGAED 2015-2016) –**

Secondaire ordinaire

Année scolaire 2015-2016

Un document à compléter par implantation

1. Identification de l'implantation concernée**N°FASE de l'implantation** : .....

Adresse de l'implantation

2. PGAED 2015-2016 Poursuite des objectifs et actions du PGAED 2011-2015 durant l'année scolaire 2015-2016. Oui Non

Si non, remplir obligatoirement la rubrique qui suit :

 Ajustements éventuels pour l'année scolaire 2015-2016 :

.....

.....

.....

.....

3. Approbation, avis et signature

Date, nom et signature du directeur/ de la directrice de l'implantation concernée

Date, noms et signatures du Secrétaire et du Président du Conseil de Participation + Extrait de l'avis du Conseil de Participation à annexer

PV de l'Organe de concertation (COPALOC – COCOBA – CE – CPPT – ICL), à joindre en annexe ; ou à défaut date, noms et signatures du ou des DS.

Visa du Pouvoir organisateur (pour les établissements de l'enseignement subventionné) : Date, nom et signature

## ANNEXE III

**Annexe 3 : Rapport de suivi du Projet Général d'Action d'Encadrement Différencié (PGAED2015-2016)–  
Fondamental ordinaire  
Année scolaire 2015-2016**  
Un document à compléter par implantation

**1. Identification de l'implantation concernée**

<b>N°FASE de l'implantation :</b> .....
Adresse de l'implantation

**2. Plan de ventilation 2015-2016**

<b>Périodes « encadrement différencié » reçues en 2015-2016</b>		.....	
<i>Liste des utilisations autorisées à l'article 9, § 1<sup>er</sup> du décret du 30 avril 2009 pour les moyens humains octroyés dans le cadre de l'encadrement différencié – Cocher les utilisations envisagées en 2015-2016 et l'affectation des périodes prévues</i>		Périodes	
		Prévues	Utilisées
<input type="checkbox"/>	1° Instituteur primaire		
<input type="checkbox"/>	2° Instituteur maternel		
<input type="checkbox"/>	3° Maître d'éducation physique		
<input type="checkbox"/>	4° Maître de psychomotricité		
<input type="checkbox"/>	5° Auxiliaire social, auxiliaire paramédical, auxiliaire psychopédagogique ou conseiller psychopédagogique via le CPMS		
<input type="checkbox"/>	6° Educateur		
<input type="checkbox"/>	7° Puéricultrice		
<b>Total</b>		.....	.....

N°FASE de l'implantation : .....

(1) Solde reporté de l'année scolaire précédente	
(2) Budget octroyé en 2015-2016	
(3) Budget disponible : (1) + (2)	

Liste des utilisations autorisées à l'article 9, § 2 du décret du 30 avril 2009 pour les moyens de fonctionnement octroyés dans le cadre de l'encadrement différencié – Cocher les utilisations envisagées en 2015-2016 et l'affectation des budgets prévus. <b>Les utilisations en gras dans ce tableau représentent les catégories prises en compte pour le calcul des 25%.</b>			Budget	
			Prévu	Utilisé
<input type="checkbox"/>	1°	<b>Personnel non enseignant sous CDD, contrat de prestation de services, contrat de collaboration :</b> <input type="checkbox"/> logopède <input type="checkbox"/> personnel chargé de l'encadrement des élèves en dehors des heures de cours <input type="checkbox"/> association ou organisme pédagogique, éducatif, culturel, sportif <input type="checkbox"/> médiateur <input type="checkbox"/> bibliothécaire et responsable multimédias <input type="checkbox"/> autre : .....	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€
<input type="checkbox"/>	2°	<b>ACS/APE, en collaboration avec les régions :</b> <input type="checkbox"/> enseignant <input type="checkbox"/> éducateur <input type="checkbox"/> assistant social <input type="checkbox"/> puériculteur <input type="checkbox"/> logopède <input type="checkbox"/> médiateur <input type="checkbox"/> bibliothécaire et responsable multimédias <input type="checkbox"/> autre : .....	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€
<input type="checkbox"/>	3°	<b>PTP, en collaboration avec les régions :</b> <input type="checkbox"/> chargé de travaux d'embellissement, d'aménagement, de réhabilitation légère <input type="checkbox"/> chargé d'apporter un soutien à l'équipe éducative <input type="checkbox"/> autre : .....	.....€ .....€ .....€	.....€ .....€ .....€
<input type="checkbox"/>	4°	Remplacement des enseignants en formation (ex : organisation d'activités à caractère socio-culturel)	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	5°	Organisation de formations et séminaires pour les membres de l'équipe éducative	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	6°	Actions en commun avec les Services du Secteur de l'Aide à la Jeunesse	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	7°	Création d'espaces de rencontre, bibliothèque, centre de documentation et de ressources multimédias. Achat de livres, de manuels scolaires, de journaux, de revues et périodiques, de logiciels scolaires et autres supports d'information	.....€	.....€

N°FASE de l'implantation : .....

<input type="checkbox"/>	8°	Frais de participation et de déplacement aux activités pédagogiques, éducatives, culturelles et sportives	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	9°	Aménagement et embellissement des locaux et des abords de l'implantation	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	10°	Achat de matériel destiné spécifiquement à l'implantation.	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	11°	<b>Personnel enseignant supplémentaire ou périodes complémentaires pour l'encadrement en classe ou hors classe, la remédiation, l'étude dirigée, le soutien dans l'apprentissage, le conseil pédagogique, la formation, le travail en équipe, le tutorat dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires</b>	.....€	.....€
<b><u>Budget total utilisé au 30/06/2016</u></b>			.....€	

<b><u>Solde final</u></b>	
<b>+ Solde reporté de l'année scolaire précédente</b>	.....€
<b>+ Budget octroyé en 2015-2016</b>	.....€
<b>- Budget total utilisé au 30/06/2016</b>	.....€
<b>= Solde final<sup>1</sup></b>	.....€



**Le solde final est à engager au plus tard le 31/12/2016.  
Les sommes restantes devront être remboursées.**

### 3. Bilan des objectifs et actions de l'année 2015-2016

<i>Actions</i>	<i>Réalisée / Non réalisée</i>	<i>Améliorations constatées</i>	<i>Freins rencontrés</i>
Action 1			
Action 2			
.....			

<sup>1</sup> Conformément à l'art. 11 du décret. – « Les crédits supplémentaires visés aux articles 6, § 3, et 7, § 3, sont engagés entièrement sur le budget de l'année civile où l'année scolaire prend fin »

**N°FASE de l'implantation :** .....

#### 4. Approbation, avis et signature

Date, nom et signature du directeur/ de la directrice de l'implantation concernée

Date, nom, qualité et signature du représentant du Pouvoir organisateur (pour les établissements d'enseignement subventionné)

Date, noms et signatures du Secrétaire et du Président du Conseil de Participation + Extrait de l'avis du Conseil de Participation à annexer



## ANNEXE IV

**Annexe 4 : Rapport de suivi du Projet Général d'Action d'Encadrement Différencié (PGAED) 2015-2016 –**

Secondaire ordinaire

Année scolaire 2015-2016

Un document à compléter par implantation

1. Identification de l'implantation concernée

<b>N°FASE de l'implantation :</b> .....
Adresse de l'implantation

2. Plan de ventilation 2015-2016

<b>Périodes-professeurs « encadrement différencié » reçues en 2015-2016</b>		.....	
<i>Liste des utilisations autorisées à l'article 10, § 1<sup>er</sup> du décret du 30 avril 2009 pour les moyens humains octroyés dans le cadre de l'encadrement différencié – Cocher les utilisations envisagées en 2015-2016 et l'affectation des périodes prévues</i>		Périodes	
		Prévu es	Utilisé es
<input type="checkbox"/>	1° Enseignant		
<input type="checkbox"/>	2° Personnel auxiliaire d'éducation		
<input type="checkbox"/>	3° Proviseur ou sous-directeur		
<input type="checkbox"/>	4° Auxiliaire social, auxiliaire paramédical, auxiliaire psychopédagogique ou conseiller psychopédagogique via le CPMS		
<b>Total</b>		..... .....	..... .....

(1) Solde reporté de l'année scolaire précédente	
(2) Budget octroyé en 2015-2016	
<b>(3) Budget disponible : (1) + (2)</b>	

N°FASE de l'implantation : .....

<i>Liste des utilisations autorisées à l'article 10, § 2 du décret du 30 avril 2009 pour les moyens de fonctionnement octroyés dans le cadre de l'encadrement différencié – Cocher les utilisations envisagées en 2015-2016 et l'affectation des budgets prévus.</i> <b>Les utilisations en gras dans ce tableau représentent les catégories prises en compte pour le calcul des 25%.</b>			Budget	
			Prévu	Utilisé
<input type="checkbox"/>	1°	<b>Personnel non enseignant sous CDD, contrat de prestation de services, contrat de collaboration :</b> <input type="checkbox"/> logopède <input type="checkbox"/> personnel chargé de l'encadrement des élèves en dehors des heures de cours <input type="checkbox"/> association ou organisme pédagogique, éducatif, culturel, sportif <input type="checkbox"/> médiateur <input type="checkbox"/> bibliothécaire et responsable multimédias <input type="checkbox"/> autre : .....	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€
<input type="checkbox"/>	2°	<b>ACS/APE, en collaboration avec les régions :</b> <input type="checkbox"/> enseignant <input type="checkbox"/> éducateur <input type="checkbox"/> assistant social <input type="checkbox"/> bibliothécaire, spécialiste des médias, de l'audio-visuel et de l'animation socio- culturelle <input type="checkbox"/> logopède <input type="checkbox"/> médiateur <input type="checkbox"/> bibliothécaire et responsable multimédias <input type="checkbox"/> autre : .....	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€	.....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€ .....€
<input type="checkbox"/>	3°	<b>PTP, en collaboration avec les régions :</b> <input type="checkbox"/> chargé de travaux d'embellissement, d'aménagement, de réhabilitation légère <input type="checkbox"/> chargé d'apporter un soutien à l'équipe éducative <input type="checkbox"/> autre : .....	.....€ .....€ .....€	.....€ .....€ .....€
<input type="checkbox"/>	4°	Remplacement des enseignants en formation (ex : organisation d'activités à caractère socio-culturel)	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	5°	Organisation de formations et séminaires pour les membres de l'équipe éducative	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	6°	Actions en commun avec les Services du Secteur de l'Aide à la Jeunesse	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	7°	Création d'espaces de rencontre, bibliothèque, centre de documentation et de ressources multimédias. Achat de livres, de manuels scolaires, de journaux, de revues et périodiques, de logiciels scolaires et autres supports d'information	.....€	.....€

N°FASE de l'implantation : .....

<input type="checkbox"/>	8°	Frais de participation et de déplacement aux activités pédagogiques, éducatives, culturelles et sportives	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	9°	Aménagement et embellissement des locaux et des abords	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	10°	Achat de matériel destiné spécifiquement à l'implantation.	.....€	.....€
<input type="checkbox"/>	11°	<b>Personnel enseignant supplémentaire ou périodes complémentaires pour l'encadrement en classe ou hors classe, la remédiation, l'étude dirigée, le soutien dans l'apprentissage, le conseil pédagogique, la formation, le travail en équipe, le tutorat dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires</b>	.....€	.....€
<b>Budget total utilisé au 30/06/2016</b>				.....€

<u>Solde final</u>	
+ Solde reporté de l'année scolaire précédente	.....€
+ Budget octroyé en 2015-2016	.....€
– Budget total utilisé au 30/06/2016	.....€
<b>= Solde final<sup>2</sup></b>	<b>.....€</b>



**Le solde final est à engager au plus tard le 31/12/2016.  
Les sommes restantes devront être remboursées.**

### 3. Bilan des objectifs et actions de l'année 2015-2016

<i>Actions</i>	<i>Réalisée / Non réalisée</i>	<i>Améliorations constatées</i>	<i>Freins rencontrés</i>
Action 1			
Action 2			
.....			

<sup>2</sup> Conformément à l'art. 11 du décret. – « Les crédits supplémentaires visés aux articles 6, § 3, et 7, § 3, sont engagés entièrement sur le budget de l'année civile où l'année scolaire prend fin »

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29499]

**16 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2011 en 7 juni 2012 tot bepaling van de nadere regels bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, alsook op de artikelen 9, § 3, en 10, § 3, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, zoals ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 2014 houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen;

Gelet op het protocol van de syndicale onderhandeling van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gesloten op 10 juli 2015;

Gelet op het overlegprotocol van het comité voor het overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het door de Regering erkende onderwijs en de door de Regering erkende P.M.S.-centra, gesloten op 10 juli 2015;

Gelet op het advies nr. 57.973/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 september 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 juni 2015;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2011 tot bepaling van de nadere regels bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het schooljaar 2015-2016 neemt de Regering het model van het Algemeen actieproject voor de gedifferentieerde omkadering aan, zoals vermeld in bijlage 3. ».

**Art. 2.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 2012 tot bepaling van de nadere regels bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het schooljaar 2015-2016 neemt de Regering het model van het opvolgingsverslag van het Algemeen actieproject voor de gedifferentieerde omkadering aan, zoals vermeld in bijlage 3. ».

**Art. 3.** In artikel 2 van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2011, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het schooljaar 2015-2016 neemt de Regering het model van het Algemeen actieproject voor de gedifferentieerde omkadering aan, zoals vermeld in bijlage 4. ».

**Art. 4.** In artikel 2 van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 2012, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het schooljaar 2015-2016 neemt de Regering het model van het opvolgingsverslag van het Algemeen actieproject voor de gedifferentieerde omkadering aan, zoals vermeld in bijlage 4. ».

**Art. 5.** In het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2011 worden de bijlage 3 en 4 ingevoegd, die bij dit besluit aan de bijlage I en II gevoegd zijn.

**Art. 6.** In het bijgevoegde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 7 juni 2012 worden de bijlage 3 en 4 ingevoegd, die bij dit besluit aan de bijlage III en IV gevoegd zijn.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2015.

**Art. 8.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 september 2015.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET